

# EDU NEWS

Le trimestriel de l'éducation

octobre

2011

18

## L'AVENIR DE NOS SOCIÉTÉS DÉMOCRATIQUES LES 5 GRANDS DÉFIS DE L'ÉCOLE AU 21<sup>E</sup> SIÈCLE

*Le 22 septembre 2011, à Kiev en Ukraine, Mady Delvaux-Stehres, ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, a prononcé le discours d'ouverture du Forum sur l'éducation organisé par le Conseil de l'Europe. À cette occasion, elle a partagé sa vision de la politique éducative, vision qui préside à l'ensemble du mouvement de réforme initié au Luxembourg en 2004.*

« Les réflexions qui suivent sont bien évidemment nourries de mon expérience de ministre de l'Éducation nationale au Luxembourg. Depuis que l'OECD publie les données qui permettent de comparer les performances des systèmes scolaires des pays, il est de notoriété publique que l'École luxembourgeoise est coûteuse et peu performante.

On cherche - et trouve - des explications : notre enseignement est trilingue - le luxembourgeois, l'allemand et le français sont les langues de l'École pour tous les enfants ; l'anglais est enseigné comme langue étrangère. Les élèves luxembourgeois consacrent quasiment 50% de leur temps d'enseignement à l'apprentissage de langues. Or les tests internationaux ne mesurent pas les compétences plurilingues des élèves.

De plus le Luxembourg est un pays d'immigration : 44% des enfants scolarisés dans les écoles luxembourgeoises ont une langue maternelle autre que le luxembourgeois. Ces enfants peinent à atteindre les compétences exigées dans leur cursus scolaire.

### L'essentiel

- adapter les missions de l'École
- accroître son efficacité
- garantir l'équité scolaire
- donner aux écoles les moyens nécessaires
- mobiliser les acteurs : pas de réforme sans les enseignants

L'École luxembourgeoise a été conçue au 20<sup>e</sup> siècle quand le pays avait besoin d'une élite dirigeante bien formée et multilingue et d'une importante main-d'œuvre qualifiée pour travailler dans l'industrie sidérurgique et que d'autre part la population résidente était relativement homogène avec des enfants parlant en large majorité la même langue maternelle. Cette École a fait ses preuves ... dans le passé. Aujourd'hui il n'est pas toujours aisé de convaincre l'opinion publique et la classe politique qu'un tel système ne suffit plus ni aux exigences de la globalisation du 21<sup>e</sup> siècle, des sociétés du savoir, ni aux attentes de nos populations de plus en plus multiculturelles.

Je médite souvent la phrase d'Emmanuel Kant : « L'éducation est un art dont la pratique doit être perfectionnée par beaucoup de générations. »

Comment pouvons - nous pratiquer cet art aujourd'hui, comment transmettre aux jeunes le meilleur de notre héritage et en même temps les former pour qu'ils soient capables de trouver des réponses aux problèmes de demain ? Comment transformer l'École ?

Parmi les nombreux défis à relever, en voici cinq qui nécessitent toute l'énergie de notre politique éducative : adapter les missions de l'École, accroître son efficacité, garantir l'équité scolaire, donner aux écoles les moyens nécessaires, mobiliser les acteurs.



## 1. Adapter les missions de l'École

L'École a toujours eu la mission d'instruire. Aujourd'hui, elle n'est plus seule à dispenser des savoirs, mais elle continue à avoir la charge de former les enfants et les jeunes.

Le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne ont arrêté dans une recommandation du 18 décembre 2006 huit « compétences de base (compétences clés) qui sont nécessaires pour que les citoyens européens s'adaptent avec souplesse à un monde évoluant rapidement et caractérisé par un degré d'interconnexion élevé ».

Je ne vais pas les énumérer ici : toutes sont importantes, mais je ne vais pas me priver d'insister sur l'une d'entre elles, qui me tient particulièrement à cœur, à savoir « la communication en langues étrangères ».

Dans une société multiculturelle, le multilinguisme est un atout, je dirais un outil indispensable, car l'apprentissage des langues étrangères permet aussi la découverte d'autres cultures. Je salue au passage les travaux menés dans le cadre du programme langues vivantes du Conseil de l'Europe, qui ont démocratisé l'apprentissage des langues. Aujourd'hui le cadre européen des langues est bien établi et sert de référence à beaucoup de politiques linguistiques.

Mais pour revenir à la recommandation de l'Union européenne, je constate que bon nombre de ministères de l'Éducation en Europe sont en train de réécrire leur curricula scolaires en s'efforçant de la respecter.

La confection de nouveaux curricula montre que nous sommes conscients de la nécessité de nous doter d'un cadre de référence de transmission entre générations. La difficulté est que nous décidons aujourd'hui, dans un monde qui change vite, de quoi auront besoin les jeunes demain, sans jamais être sûrs que nous aurons fait les bons choix.

Il est sans doute superflu de rappeler que le savoir se multiplie à une vitesse telle que plus personne ne peut prétendre « tout » savoir. Voilà pourquoi nous avons érigé le principe Life Long Learning en exigence prioritaire. L'École devrait donc assurer que tous les jeunes aient acquis, lors de la scolarité obligatoire, un niveau de compétences suffisant pour avoir accès à la formation tout au long de la vie, bref qu'ils aient appris à lire, écrire et calculer, qu'ils aient développé des stratégies pour apprendre, qu'ils aient établi une relation au savoir pour avoir envie de continuer à se former.

L'École a aussi la mission de socialiser, autrement dit d'éduquer à la citoyenneté.

Nous vivons une époque de migrations, ce phénomène marquera le 21<sup>e</sup> siècle et constituera, sans doute, le plus grand défi que devront relever nos pays. Comment faire vivre ensemble les hommes et femmes qui arrivent et ceux qui sont installés depuis longtemps, comment développer chez les nouveaux arrivants le sentiment d'appartenance à un mode de vie inconnu et chez les anciens l'acceptation de modes de vie différents ?

Il en découle la nécessité d'organiser des apprentissages pour des enfants, des jeunes et des adultes qui proviennent de culture, de pays, de langues et de religions différentes, qui ne partagent pas une histoire commune et qui, pourtant, doivent construire ensemble un avenir commun.

Avec Hannah Arendt, philosophe allemande, j'ai envie de dire que « ce qui rend la société de masse si difficile à supporter, ce n'est pas le nombre de gens ; c'est que le monde qui est entre eux n'a plus le pouvoir de les rassembler, de les relier, ni de les séparer. »

Dans nos pays nous sommes confrontés aux communautarismes, certains pays le sont plus que d'autres. Coexistent sur le même territoire des groupes, dont certains considèrent que l'identité de l'individu ne peut se construire qu'au sein de la communauté, qui ont la prétention de contrôler les opinions et les comportements de leurs membres, des communautés qui refusent la « culture dominante » et qui entendent faire respecter leur particularisme. Dans ce contexte, l'École reste le lieu unique où peut se transmettre une lecture commune du monde. Je crois que nous ne pouvons et ne voulons pas transiger sur les droits de l'homme. Lourde tâche pour l'École que d'être le gardien, voire le défenseur des valeurs démocratiques et des droits universels !

« La formation tout au long de la vie est devenue indispensable »



L'École a en plus la mission d'éduquer.

Je ne veux pas me lamenter moi aussi sur la démission de parents qui ne savent plus prendre leurs responsabilités et qui oublient qu'ils sont les premiers responsables de l'éducation de leurs enfants. Effectivement, beaucoup de parents sont dépassés et les raisons en sont multiples : la disparition du modèle autoritaire patriarcal après 1968, l'éclatement des familles, la montée des individualismes, l'effondrement des relais traditionnels, le fait migratoire et j'en passe. Peut-on demander à l'École de prendre sur elle l'entière responsabilité de l'éducation ? Certainement pas, mais elle doit en assumer sa part, d'autant plus que ces changements de société ne restent pas sans conséquence sur les missions de l'École. J'en relèverais trois.

1. L'École est pour de plus en plus d'enfants le seul lieu où ils sont obligés de se conformer à des règles claires. Les enseignants doivent savoir les imposer, sans tomber dans l'arbitraire, et en faisant participer les élèves à l'élaboration de formes de vie en commun respectueuses de l'individu et de la dignité.

2. Beaucoup de parents se méfient de l'École. Les écoles doivent donc développer des stratégies pour les faire venir dans l'enceinte scolaire, établir une relation de confiance, apprendre à coopérer. Il est en effet crucial d'assurer la cohérence entre les messages des parents et les messages des enseignants.

3. De nouvelles structures sont créées pour accueillir les enfants en dehors des heures de classe, puisque rares sont les foyers où un des parents peut être disponible dans la journée. C'est du moins le cas au Luxembourg et je suppose qu'il en va de même dans la plupart des pays. Un nouveau partenaire intervient donc dans l'éducation des enfants, ce qui oblige les enseignants à se concerter et, dans le meilleur des cas, à se mettre en réseau avec d'autres professionnels de l'enfance.

Pour ma part je constate que beaucoup d'enseignants s'adaptent difficilement à ces changements : ce qui n'est pas surprenant, tant leur rôle et l'exercice de leur profession se trouvent profondément transformés.



## 2. Accroître l'efficacité du système éducatif

L'École se doit d'être efficace, c.-à-d. de doter tous les élèves des compétences de base et de qualifier au plus haut niveau le plus grand nombre. L'idée que il ne suffit pas qu'une élite soit instruite et cultivée, mais que l'École doit être au service de tous, n'est pas nouvelle. Elle date de l'ère de l'industrialisation, elle n'est pas à priori affaire de justice sociale ; elle est née d'une approche utilitariste. Il s'agissait de faire « œuvre utile », puisque l'industrialisation nécessitait une main d'œuvre formée. Aujourd'hui plus que jamais, nos systèmes économiques requièrent des hommes et femmes hautement qualifiés ; il n'y a plus guère d'emploi pour les non qualifiés. Et nos démocraties, pour fonctionner, ont besoin de citoyens éclairés, capables de participer aux débats complexes sur les enjeux de société. Certes, l'œuvre d'éducation ne commence pas à l'École. Elle ne s'y achève pas non plus. Mais l'École en

est le centre. Il appartient donc à l'École de qualifier et de former au mieux tous les enfants et jeunes.

« Le lien est étroit entre éducation et démocratie »

Ce discours sur l'efficacité des systèmes éducatifs n'est pas toujours bien reçu, surtout par les enseignants et leurs syndicats. Or parler d'efficacité ne constitue pas une attaque en règle contre un service public. Les partisans de l'efficacité n'ont pas (tous) la volonté de mettre à mal l'éducation, de « marchandiser » l'École. Mais il est légitime de s'interroger sur la capacité de l'École à répondre au contrat social, aux attentes de la société et de s'interroger sur l'utilisation qui est faite des moyens disponibles, non dans l'intention de les amoindrir, mais dans le souci de les répartir et de les investir au mieux.

### 3. Garantir l'équité scolaire

L'École se doit d'être juste. Il m'arrive d'envier les encyclopédistes qui, dans leur optimisme, étaient convaincus qu'il suffisait d'organiser l'instruction pour tous et d'atteindre ainsi l'objectif qui était « le perfectionnement réel de l'homme » pour parler avec Condorcet et « éviter la dictature de l'ignorance ».

La définition du juste, et donc de ce qui est équitable, peut varier d'une époque ou d'un lieu à un autre, je le sais bien. En ce qui concerne l'égalité scolaire nous savons qu'il ne suffit pas d'assurer des droits égaux en termes d'accès à l'éducation. Il faut passer au concept de l'équité en termes de résultats, donc tenir compte de l'élève lui-même dans la détermination des moyens qui doivent être attribués à chacun en fonction des besoins différents pour atteindre un même objectif, ce qui implique par exemple de donner plus de moyens aux écoles qui scolarisent des élèves défavorisés.

Jamais dans notre histoire autant d'enfants n'ont eu accès à l'école ; pour autant ces enfants ont-ils accès à l'apprentissage? La réponse est connue : le nombre de décrocheurs est très élevé dans tous nos pays – et ce n'est pas sans raison que le taux de décrochage est un des repères de l'agenda 2020 de l'Union européenne. Même si nous réussissons à réduire le taux de décrocheurs à 10%, comme prévu au niveau européen, il restera un jeune adulte sur 10 incapable de participer pleinement au marché de l'emploi et à la vie démocratique. Par ailleurs, force est de constater que l'École ne réussit pas toujours à conjurer l'hérédité culturelle et sociale, malgré une mobilité relative, rendue nécessaire par le système économique, mais très variable d'un pays à l'autre. Les chances des enfants d'origine défavorisée de réussir dans les filières les plus efficaces du système scolaire restent très inégales, malgré de nombreux efforts politiques. J'aimerais tellement donner tort au constat de Pierre Bourdieu. La mission de l'École ne devrait pas être de servir les héritiers, mais d'agir comme un ascenseur social.



### 4. Donner aux écoles les moyens nécessaires

Les systèmes éducatifs constituent une grande dépense pour les budgets nationaux. Par les temps qui courent, alors qu'un plan de rigueur succède à un autre, il n'est pas aisé de convaincre les gouvernements que l'argent dépensé pour l'éducation est un investissement pour la compétitivité de l'économie, la cohésion sociale et la sauvegarde de nos valeurs. La cohésion sociale n'a d'ailleurs pas qu'une valeur en soi : elle est en effet source de paix sociale, élément premier de tout développement économique solide.

« C'est dans la classe que ça se passe »

recrutement, la formation et l'accompagnement des enseignants. Les ministres peuvent concevoir des structures, rédiger des textes de loi, envoyer des circulaires ; ce sont les enseignants qui transposent les principes énoncés. C'est dans la classe que cela se passe. Il est urgent de propager les méthodes et pratiques d'enseignement qui marchent. Nous ne sommes pas sans connaissances : la didactique des disciplines scolaires a progressé et les connaissances en neurologie arrivent à un stade de maturité tel qu'il est possible de transposer dans la formation des enseignants certains travaux scientifiques sur le fonctionnement de la mémoire, de l'apprentissage et les différents types d'intelligence.

Il ne s'agit pas d'imposer aux enseignants les méthodes face à la diversité des élèves. Il s'agit de donner aux institutions scolaires la liberté de s'organiser, d'organiser l'enseignement et l'apprentissage en fonction des besoins de leur communauté d'élèves.

Nous avons besoin de moyens financiers, judicieusement investis. Il est d'abord nécessaire de créer et d'équiper les infrastructures, mais surtout d'investir dans le



## 5. Mobiliser les acteurs : les enseignants, clé de voûte du système

Ce n'est pas le moindre défi : une fois que l'inventaire de toutes les difficultés a été dressé, on est tenté de conclure que la tâche est pratiquement irréalisable.

Les enseignants, qui se sentent parfois les boucs émissaires de la société, sont sommés d'être transmetteurs de savoir, mais aussi éducateurs, psychologues, de se substituer aux familles défaillantes, aux églises, aux partis, autrefois institutions de transmission de valeurs communes et sources de cohésion. Comment redonner aux enseignants la fierté de leur métier face au désintérêt d'un grand nombre d'élèves ? L'École s'éloigne de plus en plus du modèle des classes de philosophie des lycées parisiens des années 60. Les élèves ne sont plus suspendus aux lèvres de leurs maîtres pour s'abreuver de leurs paroles. La majorité des adolescents d'aujourd'hui ne construisent plus leur personnalité autour des savoirs scolaires. Ils se plient à l'exercice et s'empressent d'aller chercher ailleurs les inspirations, les découvertes qui les stimulent.

Tous les jours, les enseignants doivent réinventer l'école, se motiver et motiver les élèves pour créer un

espace d'apprentissage qui soit aussi un espace de vie dans lequel chacun se sente pris au sérieux et saisisse les opportunités pour se construire, construire sa vie et construire ensemble l'avenir.

Je commence ma 8e année comme ministre de l'éducation et pour les responsables politiques aussi, la tâche n'est pas facile. D'abord, il est difficile de faire adopter une réforme de l'enseignement. En effet, même s'il est de bon ton de se plaindre du fonctionnement de l'École, tout changement dans l'éducation est ressenti comme une atteinte à la mémoire du pays, à ses valeurs et à la tradition.

Ensuite, les résultats des réformes ne sont pas immédiats : les bienfaits escomptés ne pourront se montrer qu'à moyen terme.

Et pourtant je ne me résigne pas. Il existe un lien étroit, une relation forte entre éducation et démocratie. Les peuples se battent pour une société démocratique et cette société a besoin d'hommes et de femmes libres et responsables.

C'est le but de notre travail et de notre engagement.

Il nous motive tous les jours. »

Éditeur :

Ministère de l'Éducation nationale  
et de la Formation professionnelle

Layout : Service de la Coordination générale



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Éducation nationale  
et de la Formation professionnelle

29, rue Aldringen L-2926 Luxembourg  
Tél.: (+352) 247-85100 / Fax : (+352) 247-85113  
info@men.lu / www.men.lu